

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Privé

Par un curieux mimétisme, la droite revenue aux affaires se comporte comme la gauche qu'elle contestait naguère: l'opposition des années 1981-1986 s'est donnée une idéologie et s'efforce de la traduire dans les faits maintenant qu'elle est majoritaire.

Ainsi la privatisation, devenue un mythe salvateur, identique au mythe de la nationalisation au temps du Programme commun. On privatise aujourd'hui une chaîne de télévision, des établissements financiers, des firmes industrielles, pour des questions de principe, pour des raisons symboliques, pour sacrifier à la religion du marché.

Ce faisant, le gouvernement oublie l'essentiel, qui est de concevoir et de mener à bien une politique industrielle cohérente. La gauche s'était donné, avec les nationalisations, les instruments d'une telle politique. Le fait est qu'elle ne les a pas ou peu utilisés. Voici maintenant que la droite retire à l'Etat ces moyens d'action contre de l'argent frais. Sauf si cet argent était immédiatement réinvesti dans une ambitieuse politique industrielle, cela ne peut sûrement pas être considéré comme un progrès.

Millénaire

De Hugues Capet au Comte de Paris



Intelligentsia

Le divorce des intellectuels et des politiques

(p. 6-7)

Cynisme

Gorbatchev publicitaire

(p. 5)

M 2242 - 465 - 10,00 F



Dans les kiosques

Le Prince toujours à l'affiche

L'événement majeur a été le passage du Prince à l'émission 7 sur 7 d'Anne Sinclair le 1er février. Pour des millions de Français (l'émission a battu tous ses records d'audience: plus de 6 millions de téléspectateurs !) le comte de Paris est apparu enfin sous son véritable visage, leur faisant découvrir qui était réellement ce personnage qui pourrait être un recours en cas de besoin. Une émission comme celle là balaye tous les vieux clichés, plus facilement que ne le pourraient faire des années d'explications théoriques...

Dans la presse écrite, faute de place, nous ne relèverons ici que quelques articles. Tout d'abord l'excellent éditorial des Echos (1) qu'il faudrait pouvoir citer intégralement: «la question de la monarchie n'est ni folklorique ni tabou. La moitié des démocraties européennes sont couronnées. Depuis que nous-même vivons en «monarchie républicaine», nous avons appris à associer les deux termes et non plus à les opposer (...) Nos institutions se trouvent à la croisée des chemins» (...) Revenir à la conception gaulloise, est-ce encore possible, sans justement aller plus loin? Sans institutionnaliser l'exigence de la durée, la fonction arbitrale, la représentation

L'avalanche d'articles sur le Prince a continué dans la presse cette quinzaine. Nous ne nous en plaignons certes pas, même si au milieu de cette percée médiatique fleurissent quelques orties.

d'une histoire et d'une société?».

Pour Spécial dernière (2) qui expose les thèses royalistes avec beaucoup d'exactitude et d'honnêteté, la question est aujourd'hui de savoir si «un roi incontesté ne jouirait-il pas davantage de prestige qu'un président élu, au mieux, avec tout juste plus de 50% des voix?» et l'hebdomadaire d'organiser une enquête débat avec ses lecteurs sur le thème: «Qu'en pensez-vous? Est-ce un débat stérile, dont on parle que parce que c'est à la mode? Ou bien y-a-t-il une idée à creuser?».

Du très intéressant entretien que le Prince a accordé à Point de Vue (3) nous retiendrons deux choses. En premier lieu d'utiles précisions et explications sur les difficultés qu'a subie la Famille de France: «A notre époque aucune famille n'échappe aux nouveaux comportements moraux et sociaux de la jeunesse (...) Par conséquent, nous subissons les mêmes souffrances et les mêmes difficultés qu'un très

grand nombre de familles.» Deuxièmement, interrogé sur le problème de sa succession, le Prince précise: «Rectifions: je n'ai jamais désigné Jean comme successeur. J'ai dit que c'était sur lui que reposaient mes espérances. Je continue à dire que c'est lui qui a le mieux travaillé dans ce sens et qui se prépare avec ténacité et courage à cette mission. Je le charge donc de porter le témoignage de ce que j'ai fait. (...) Je n'ai fait aucune dérogation.» et plus loin «Que le fils du comte de Paris ait une organisation autour de lui, soit, s'il est capable de mener une action politique valable». Voilà qui est net et devrait faire cesser des polémiques hors de propos...

Nul ne s'étonnera que dans ce concert de louanges surgissent quelques fausses notes. On ne s'étonnera pas non plus que ces attaques émanent soit du côté des «ringards» soit de celui des extrémistes. Ainsi Le Canard enchaîné (4) qui juge que le livre du Prince n'est qu'un ramassis de «mythe, conventions et clichés» écrit

par «Joseph Prudhomme en personne» (mais qui y consacre tout de même de nombreuses colonnes)

Que dire de Minute (5) et de son frère ennemi d'extrême-droite Le Chardon (6)? Rien: On ne répond ni à la bêtise ni à l'insulte!

Quand à Aspects de la France (7) qui est tiraillé entre sa fidélité à la personne du Prince et son désaccord avec ses idées il salue tout de même «ce livre (qui) est avant tout un acte d'espérance monarchique» mais tient à préciser «le rôle de l'Action Française est différent (...) il est de travailler au changement des mentalités (...) de rappeler les principes qui devront guider la future monarchie».

Notre seul rôle à nous, à la N.A.R., c'est de rendre possible la monarchie. Et pour cela de faire connaître la pensée du Prince sans chercher à l'enfermer dans un carcan idéologique qui ne peut que tuer l'espérance monarchique.

Jacques BLANGY

- (1) Les Echos - 29 janvier
- (2) Spécial dernière - 7 février
- (3) Point de vue - 6 février
- (4) Le Canard enchaîné - 28 janvier
- (5) Minute - 29 janvier
- (6) Le Chardon - 28 janvier
- (7) Aspects de la France - 29 janvier

royaliste

SOMMAIRE : p.2: Le prince toujours à l'affiche - p.3: La liberté des prix - L'affaire Chaliel - p.4: Gorbatchev publicitaire - p.5: Américains dans le brouillard - Fable - p.6-7: Intellectuels et politiques: Instance de divorce - p.8: La bourse et la vie - Louis XIV se marie - p.9: Antigones - p.10: Le petit monde de don Moretti - la duchesse d'Uzès - p.12: Nouvelles données

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Dérapage

Le prix de la liberté des prix

En janvier, la hausse des prix aura été, pour la première fois depuis longtemps, préoccupante.

Trois raisons à cela: le froid tout d'abord, qui a multiplié par trois le prix de certains produits frais, et contre lequel le gouvernement et les économistes ne peuvent rien. L'augmentation ensuite du prix de l'essence à la pompe, dû bien sûr à une hausse de quatre dollars du prix du baril de pétrole, mais aussi à un nouvel accroissement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. Le réajustement monétaire du début du mois, enfin, qui renchérit certaines importations, et qui avait lui-même été rendu nécessaire par le différentiel d'inflation entre la France et ses partenaires européens...

Il est une autre cause de mauvais résultat, plus importante celle-là et qui risque de remettre définitivement en question la politique du gouvernement, puisqu'en un mois, les prix ont augmenté au rythme qui avait été prévu pour un trimestre, il s'agit de la libération des prix. En clair, cela signifie que le gouvernement, qui avait un droit de regard sur les hausses intervenant dans chaque secteur, pouvant ainsi les limiter en fonction de ses objectifs, se prive de son rôle de gendarme.

Il est vrai que le contrôle des prix était souvent lourd, voire injuste, et avait des effets parfois inverses de ceux souhaités. En théorie sa suppression est donc une bonne chose. Mais l'expérience prouve qu'en France, chaque retour à la liberté des prix entraîne des excès qui n'ont d'ailleurs pas manqué de se manifester en janvier, dans les cafés, les blanchisseries, ou chez les garagistes... Ajoutons à cela les «dérapages» que connaît l'immobilier locatif...



Les explications du ministre de l'Economie, qui consistent à dire que de telles hausses sont normales dans un premier temps, qu'il suffit de laisser les mécanismes de la libre concurrence se mettre en place, ne sont pas recevables dans la mesure où aucune tentative de réforme sérieuse n'a été entreprise pour modifier le mode de fixation des prix dans l'industrie et le commerce. Les économistes s'accordent en effet à trouver que la formation des prix dans notre pays, «manque de transparence», et y voient une des causes de notre faible compétitivité... Se reposer sur les consommateurs, appelés à renoncer à consommer si les producteurs faussent les règles du jeu, est quelque peu illusoire vu la faiblesse des organisations de consommateurs françaises. De plus cet appel, s'il était entendu, risquerait d'une part de dresser les Français les uns contre les autres et d'autre part d'accentuer la récession.

Patrice LE ROUE

Poupées russes

L'affaire Chaliar

Décidément les Français adorent les romans de la série noire, mâtinés de S.A.S., sur fond de scandale politique ! L'affaire Chaliar n'en finit plus de rebondir et la presse renouant avec la tradition du feuilleton du début du siècle nous en révèle chaque jour un nouvel épisode.

Pourtant au départ, l'affaire du Carrefour du développement se révèle d'une banalité affligeante: des fonds publics provenant du Ministère de la Coopération auraient servis à financer des personnes, des organismes ou des opérations n'ayant que peu de rapport avec la finalité du ministère. Après le 16 mars, la droite flairant une bonne affaire, manifeste une feinte surprise et une indignation de bon aloi. Feinte surprise car ce type d'opération est courant dans presque tous les ministères quelle que soit leur coloration politique. Quel membre de cabinet ministériel oserait affirmer qu'il n'est pas au courant de la pratique des «enveloppes» émanant des fonds spéciaux ? Quel responsable d'un grand parti politique oserait affirmer que directement ou indirectement celui-ci n'a jamais bénéficié de telles largesses ? Mœurs connues de la classe politique mais soigneusement tuées pour ne pas trop choquer le contribuable ! A notre connaissance seule Huguette Bouchardeau a eu l'audace de les dénoncer publiquement après la mise en cause de l'ancien ministre Christian Nucci.

Pour le Carrefour du développement les détournements ont-ils dépassé la dose habituellement admise ? C'est ce qu'établira peut-être l'instruction judiciaire en cours. Quoiqu'il en soit le dossier savamment exploité par le gouvernement, heureux de pouvoir compromettre la gestion de son prédécesseur, s'est révélé dangeureusement ex-

plosif. Le principal intéressé Yves Chaliar, s'est mis à parler abondamment. Dans l'escalade de ses accusations successives il est permis de voir l'homme aux abois qui cherche à rappeler à ses protecteurs occultes leurs promesses non tenues. Dans cette cascade de mises en cause un certain nombre de faits sont maintenant établis. Entre autres que c'est bien grâce à un passeport établi par des services de police que Chaliar a pu



■ Vrai Pasqua, mais faux-fuyant...

mener à bien sa «cavale» en Amérique du Sud. Que l'on suggère aujourd'hui qu'il ait été plus ou moins employé dans le passé par les services secrets ne change rien à l'affaire. La responsabilité de l'établissement d'un tel document, qui a eu pour effet de soustraire un accusé à la justice, incombe bien à quelqu'un. Soit cette personne a agi sur ordre et la responsabilité monte d'un échelon, soit elle l'a fait de sa propre initiative et elle doit être sanctionnée et son chef immédiat «démissionné» pour l'incurie qui règne dans ses services. Devant cette réalité incontournable, les faux fuyants et les contre-attaques de M. Pasqua ne sont en tout état de cause que des palliatifs bien illusoires.

Yvan AUMONT

Micro politique

Les Américains dans le brouillard

Il était une fois, dans le département français de la Corrèze, une circonscription nommée Chiraquie où se trouvait le petit canton de Lapleau.

Un médecin, socialiste, y fut élu Conseiller général en mars 85 par trois voix d'avantage sur son concurrent chiraquien. L'élection fut quelques mois plus tard annulée.

Les 25 janvier et 1er février, les électeurs de Lapleau retournèrent aux urnes entourés de prévenances exceptionnelles: les plus hauts dignitaires régionaux du socialisme leur avaient rendu visite et, pour faire triompher le RPR, Jacques Chirac en personne s'était promené de bistrot en chaumières pendant deux jours. Deux jours ...!

Le docteur Gourhand, socialiste, retrouva le 1er février sa majorité de 3 voix ... augmentée de 165 autres, et battit pour de bon son rival RPR.

Ce dimanche là, à l'heure de «Sept sur sept», le Premier ministre savait le résultat infructueux de ses efforts. A-t-il prêté une attention particulière au Prince, invité de l'émission, qui disait justement que ceux sur qui repose le sort de la nation avaient mieux à faire qu'à récolter les voix des électeurs ?

La morale de l'histoire est, en tous cas limpide: la micro-politique est aussi périlleuse que la politique du micro. Et tout cela est minuscule.

L.G.

Avez-vous acheté le dernier livre du Prince ?

L'avenir dure longtemps

En vente à notre service librairie au prix spécial de 87 F (franco). Chèques à l'ordre de «Royaliste».

Face au Moyen-Orient compliqué, les Américains apparaissent complètement déboussolés et incapables de tirer parti de leur formidable puissance. Ce n'est pourtant pas faute de remises en cause profondes de leurs vieilles certitudes.

Il se passe des choses étonnantes aux Etats-Unis. La phobie du terrorisme, alors même qu'aucun acte n'a été commis sur le sol américain, où règne entre parenthèse une violence quotidienne qui ne le cède en rien au dit terrorisme, a atteint un point tel qu'elle a réussi à surpasser la préoccupation classique de l'est-ouest. On en arrive à ceci que l'intégrisme musulman n'est plus analysé en termes de conséquences sur la rivalité américano-soviétique dans le Moyen-Orient. L'idée selon laquelle l'intégrisme pouvait devenir un allié contre l'URSS qu'il menace à l'intérieur même de son empire, ou au contraire celle selon laquelle l'intégrisme est «manipulé» par Moscou qui cherche un accès aux mers chaudes, semblent n'avoir plus accès aux cerveaux dirigeants. On n'en est pas encore à voir dans l'Union Soviétique un allié potentiel contre l'Iran, mais qui sait ?

On peut certes se féliciter de voir ce phénomène islamique traité selon ses mérites propres. Encore faudrait-il que ce ne soit pas sous le seul angle du terrorisme.

Or, seconde cause d'étonnement, on relève une sorte d'incapacité à penser politiquement. Habitué aux jeux stratégiques, aux équilibres de forces, aux comptabilités de missiles, les têtes d'œuf qui peuplent les «think tanks» où s'élaborent tous les scénarios possibles comme dans certains romans à sensation de l'été, ne semblent à l'aise que dans les situations extrêmes.



Il est certes assez sain de ne pas tomber dans un optimisme béat, pourtant plutôt commun jusqu'alors chez l'Américain libéral, et de se mettre en position de prévoir le pire. Encore faudrait-il ne pas négliger toute une série de facteurs intermé-

diaires, fidèles à la maxime de Richelieu: «*Tout calculer et ne pas tout craindre*».

Ainsi, dès que l'on a parlé d'avance iranienne vers Basorah, nos amis américains nous pressaient pour savoir les précautions que nous aurions prises en cas d'effondrement de l'Irak. On sait que Washington avait envisagé le remplacement de Saddam Hussein. Politique de Gribouille !

Autre exemple de ce mode de raisonnement. On prétend tirer argument du raid sur la Libye: voyez, dit-on, comme Kadhafi se tient coi depuis la leçon qu'il a reçue. Outre qu'il y a d'autres raisons à la «modération» de Tripoli (qui a amorcé parallèlement un rapprochement avec Arafat et avec l'Irak), qui ne voit que l'Iran n'est pas la Libye ?

Troisième cause d'étonnement: ces fondamentalistes - je parle des Américains - qui se servent de la Bible comme carte de visite (Reagan à Rafsandjani) et d'un pasteur barbu et idéaliste comme couverture (on concèdera à Terry Waite, que c'est à son insu) ne voit pas qu'ils ne font qu'aggraver leur cas aux yeux de la conscience musulmane, des mollahs aux Arabes modérés les plus opposés à l'extrémisme chiite. L'image que véhicule l'Amérique au Moyen-Orient est celle de la corruption, de l'hypocrisie à ce qu'il y a de plus sacré à leurs yeux: Dieu. Là réside au plus profond leur totale absence de crédibilité, avant leur faiblesse à réagir militairement. Car, contrairement à un préjugé commun, les orientaux, héritiers de vieilles civilisations, ont plus de respect pour l'intelligence que pour la force brutale.

Il est urgent de changer d'approches !

Yves LA MARCK

Cynisme

Gorbatchev publicitaire

La réflexion politique a toujours eu du mal à suivre les évolutions et les bouleversements subis par le totalitarisme au cours de ces quarante dernières années en dépit de son apparence rigide et immobile.

Ainsi, l'étude devenue classique d'Hannah Arendt est sortie à une époque où ce qu'elle décrivait - admirablement, il est vrai - était en train de se métamorphoser d'une façon qu'elle n'avait pu prévoir: à l'entendre, l'extermination physique était la loi propre du totalitarisme parce que seule l'extermination démontrait la volonté de manipulation totale de l'homme et de son histoire.

LE GOULAG DEPASSE

Faute de réflexion pertinente, les commentateurs occidentaux appliquent à chaque transformation apparente le stéréotype bien pensant et stérile de la «libération imminente à l'Est». Pour ce qui a suivi la mort de Staline et jusqu'au début des années 80, on a ainsi glosé, soit sur la dite libéralisation dans le cadre de la «destalinisation» (réformisme, détente - point de vue optimiste), soit simplement sur le «post-stalinisme» (point de vue platement descriptif par impuissance à cerner la question).

A l'Est, les penseurs ont d'abord poursuivi ce type de réflexion - non sans parti-pris politique sous-jacent - quant au réformisme des années 60, puis, grâce à la dissidence des années 70, ils ont été amenés à aborder le sujet d'une manière plus autonome. De leurs conclusions, multiples et difficiles à généraliser, ressort une constante: le *post-stalinisme opère beaucoup plus au niveau du langage qu'au niveau des faits*;

Le système Gorbatchev est-il une nouvelle étape dans le développement du totalitarisme ?



Quelques uns des hommes récemment libérés par Gorbatchev: réjouissons-nous pour eux, mais n'oublions pas qu'il s'agit d'une opération publicitaire à destination exclusive de l'Occident.

ce serait un totalitarisme du mensonge.

Ce ne serait donc plus l'extermination et le Goulag qui constitueraient le cœur du système mais le mensonge dont la pratique quotidienne et constante déforme toute la vie sociale, économique et culturelle. Le totalitarisme ne viserait plus l'action (tuer, reconstruire la réalité du monde à partir de zéro) mais l'expression, le discours: il lui suffirait d'exterminer verbalement en traitant l'histoire, la société, etc., comme si elles étaient déjà mortes. Totalitarisme du langage de mort, du langage qui mortifie arbitrairement tout ce qu'il nomme.

Si nous écartons l'explication fantasmagorique usuelle de «libéralisation imminente», reste à rendre compte de la signification éventuelle de l'avènement de Gorbatchev et de ses actes récents. Sous toutes réserves, notre sentiment est qu'il

pourrait s'agir d'une nouvelle transformation du totalitarisme.

AVEC NOTRE COMPLICITÉ

Le fait, par exemple, qu'il ait admis l'intervention de Sakharov dans les pages de «Literaturnâia Gazeta» indiquerait que même la vérité ne l'inquiète plus: fini le règne du mensonge! Que vive désormais le règne de l'image et de sa manipulation! La politique «médiatique» de Gorbatchev, son effort de «transparence» entreraient dans la même stratégie.

Le principe de ce «totalitarisme de l'image» est clair. Peu importe ce que dit Sakharov, ce qui compte, c'est qu'il puisse se produire à l'écran. A partir de ce moment, on cessera de l'écouter (déjà l'Occident ne s'intéresse plus guère à ce qu'il dit!) et il deviendra, qu'il le

veuille ou non, une partie de l'image de marque de Gorbatchev, savamment manipulée pour influencer sur l'opinion américaine.

Il est à craindre que pour ces performances de totalitarisme - disons, publicitaire - Gorbatchev ne manque pas, à l'Ouest, d'alliés complaisants. De fait, il ne fait qu'appliquer ce que la plupart des journalistes pratiquent quotidiennement et jouira à ce titre d'une connivence automatique.

En somme, Gorbatchev s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle la Vérité en tant que telle ne peut pas surgir dans le cadre de ce que nous appelons les «circuits médiatiques». Derrière cette manœuvre se cache la conviction que la parole est, dans notre monde actuel, morte, et que l'image mortifère remplit mieux qu'elle les fonctions d'une manipulation totale. Ce sont donc aujourd'hui les mots qu'on envoie au Goulag, afin qu'ils s'y étouffent et périssent lentement.

De ces conclusions, on pourrait tirer une hypothèse plus générale sur les rapports spirituels entre l'Ouest et l'Est, et plus précisément entre les deux parties de l'Europe.

Ce qui joue chez nous théoriquement trouve à l'Est son application caricaturale et tragique. Nos idéologies deviendraient là-bas totalitarisme d'extermination. Nos spéculations sur le langage - structuralisme, linguistique, philosophie analytique - s'accompliraient là-bas en règne du mensonge et totalitarisme verbal. Enfin, notre récente obsession des images - B.D., médiatisation, informatique - serait en train d'engendrer l'étouffement du verbe sous le totalitarisme des images.

Martin HYBLER

Intellectuels et politiques :

Instance de divorce

Comme beaucoup de journées historiques, celle du 10 mai 1981 peut être placée sous le signe du paradoxe. Vainqueurs et vaincus crurent y voir l'acte fondateur du socialisme, alors qu'il s'agissait d'un sursaut agonique. Passé l'état de grâce, chacun put en effet constater que le socialisme, malgré d'importantes réformes de structures, se révélait incapable de changer la vie, selon sa belle promesse. Nous avons été parmi les premiers à le dire: modèle introuvable, le socialisme à la française montrait à l'épreuve qu'il n'était qu'un projet épuisé, venu trop tard dans une société bouleversée par de multiples crises - crise économique bien sûr, mais aussi crise de l'Etat-Providence, des croyances politiques, de l'engagement militant, du syndicalisme ouvrier... A cela point de réponse mais, de « pause » en « rigueur », une dissolution du grand mythe dans le pragmatisme. Et ce ne sont pas les débats préparatoires au congrès du Parti socialiste qui permettent d'espérer mieux !

DES TRIBUNES DESERTEES

A cet épuisement du projet historique de la gauche, a correspondu l'artificialisme du programme libéral de la droite. On sait que celle-ci, pendant sa « cure d'opposition », a idéologisé son discours afin de mieux se démarquer de la majorité socialiste: combat des « républicains » contre les « marxistes », redécouverte du « libéralisme » face au « collectivisme ». Il n'était pas besoin d'être extra-lucide pour constater qu'il n'y avait pas de ressourcement intellectuel, mais une simple manipulation de concepts lancés sur le marché électoral dans un but purement tactique. Au début du sep-

tennat, la gauche pensait encore détenir la Vérité doctrinale (ce qui explique son arrogance) alors que la droite réduisait les idées à l'état de simples instruments de la reconquête du pouvoir. D'où la médiocrité de la production intellectuelle inspirée par les partis d'opposition: libelles contre les nationalisations, livres-tracts à la gloire du modèle libéral américain, mais point d'ouvrages majeurs susceptibles de provoquer un vé-

trophes, André Glucksmann observait que les tribunes du Programme commun étaient vides d'intellectuels. Puis, dans l'après-Mai 81, on s'est longuement interrogé sur le silence de ces mêmes intellectuels, aussi faiblement mobilisés à gauche qu'à droite. Mais les partis politiques ne semblent pas se préoccuper de ce nouvel état de fait. L'absence des intellectuels n'a pas empêché la gauche de gagner en 1981, ni la droite de

■ 1934 - Meeting contre le fascisme: André Gide, André Malraux, Jean Guéhenno, Paul Vaillant-Couturier



ritable débat dans le pays.

Epuisement du projet socialiste, inanité du projet libéral, combat politique réduit à la rivalité des personnes et de leurs équipes: telle est la situation actuelle. Les principaux « présidentiables », qu'il s'agisse de Barre, de Rocard ou de Chirac, ne sont plus porteurs d'une idée, ni même maîtres d'œuvre d'un programme. Ils incarnent vaguement une tradition appauvrie (conservatrice, socialiste...), s'affirment en s'opposant, et comptent surtout sur une image, un type de discours et le soutien de leurs clientèles électorales pour gagner la bataille. En 1977, lors d'un fameux numéro d'Apos-

prendre sa revanche cinq ans plus tard. D'où une distance croissante entre l'intelligentsia et la classe politique, tout à fait inhabituelle dans un pays si féru d'idéologies qu'il entretenait avec celles-ci des rapports de type religieux.

UNE INTELLIGENTSIA MILITANTE

Il ne fait pas de doute en effet que, depuis au moins deux siècles, les enjeux idéologiques ont été déterminants. La Révolution française fut manifestement la conséquence d'une révolution culturelle, qui est d'ailleurs loin d'avoir produit tous ses effets.

Et le 19ème siècle ne fut «stupide» que dans l'esprit de Léon Daudet. C'est entre 1820 et 1880 que se forment les grandes doctrines qui ont exercé une influence majeure sur la vie politique française jusqu'à ces dernières années - et parfois sur le cours du monde: constitution de la doctrine libérale autour de Tocqueville, de Constant, de Guizot; apparition du marxisme, de l'anarchisme, du racisme puis, à la fin du siècle, du nationalisme et du radicalisme. Il n'y a pas, alors, de séparation entre les intellectuels et le monde politique. Marx fonde la première Internationale, Proudhon est député en 1848, Chateaubriand, Guizot, Tocqueville deviennent ministres; Bonald, comme Barrès beaucoup plus tard, siège à la Chambre... Les intellectuels sont les militants de leur doctrine et de leur éthique comme on le voit lors de l'affaire Dreyfus, au sujet de laquelle s'opposent la Ligue des Patriotes et celle des Droits de l'Homme: Barrès d'un côté, Zola de l'autre, à la tête de très nombreuses cohortes.

Sur ce point, comme sur tant d'autres, il n'y a pas de rupture entre le 19ème et le 20ème siècle. Les intellectuels demeurent jusqu'aux années soixante-dix des hommes engagés dans un camp ou dans un parti, et les hommes politiques de premier plan sont des intellectuels. Gambetta et Ferry vivent et pensent à la fois la République naissante; Jaurès est normilien et a soutenu, en latin, une thèse sur les origines du socialisme allemand; Herriot, principale figure du radicalisme, est agrégé de lettres et Maurice Thorez, fils du peuple, profite des loisirs que lui offre la prison pour apprendre l'allemand afin de lire Marx dans le texte. On sait aussi que le royalisme se reconstitue en mouvement politique grâce à la puissance théorique de Charles Maurras, tandis que Léon Blum, fin lettré, préside aux destinées du socialisme réformiste. Comme au 19ème siècle, les principaux animateurs de la vie politique sont en même temps des théoriciens, et leurs militants des défenseurs zélés d'un système global qui va jusqu'à prétendre, dans le cas du communisme et du fascisme, offrir une conception générale de l'homme et du monde. Rappelons enfin que nombre

d'écrivains et d'artistes sont engagés dans un parti, un rassemblement, ou collaborent à la presse militante: Brasillach et Gaxotte à «Je Suis Partout», Drieu La Rochelle au P.P.F. de Doriot, Malraux dans les Brigades Internationales, Aragon au Parti communiste, etc. La Résistance, la guerre d'Algérie puis la vague gauchiste prolongeront cette situation de l'intellectuel engagé dans un parti, ou au moins compagnon de route...

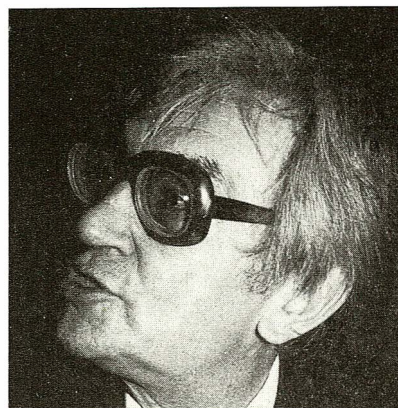
MORT DES IDEOLOGIES ?

Cette brève évocation permet de faire ressortir l'ampleur du changement intervenu au cours des années soixante-dix. Le reflux du gauchisme, le succès des Nouveaux Philosophes, le déclin du Parti communiste marquent l'effondrement des grandes mythologies politiques, la faillite des modèles révolutionnaires, et le retrait massif des intellectuels hors des cadres de l'organisation partisane.

Sans doute ce mouvement de retrait était-il depuis longtemps amorcé. La droite intellectuelle, durement étrillée à la Libération, ne s'engage plus que sur des questions précises, notamment pendant la guerre d'Algérie, et les intellectuels de gauche commencent à se séparer du Parti communiste à partir de 1956. De son côté, la classe politique se désintellectualise sous la 4ème République et le gaullisme, malgré Malraux, ne renverse pas une tendance qui se précise après le départ du Général. Gardons-nous cependant de trop durcir le trait. Georges Pompidou est normilien, comme Alain Peyrefitte qui fut secrétaire général de l'U.D.R., et si le cas de Giscard d'Estaing est ambigu, il est clair que François Mitterrand s'appuie sur une solide culture classique. Chacun sait enfin que Raymond Barre est agrégé de sciences économiques. Mais il est frappant de constater que tous ces hommes politiques appartiennent à la déjà vieille génération politique. La nouvelle vague, de Chirac à Léo-tard en passant par Jospin, ne se fait guère remarquer par son goût pour le débat intellectuel et sa contribution en ce domaine est pauvre, voire inexistante. Ne l'accusons pas cependant d'inculture. Pour autant qu'on le sache, la culture

de la jeune génération politique demeure le jardin secret de chacun, nettement séparée de la vie ministérielle et partisane.

Faut-il en conclure à la mort de l'idéologie, ou plus grave encore au déclin d'une réflexion politique désormais remplacée par les principes de l'efficacité gestionnaire et les méthodes de la communication de masse ? Doit-on proclamer par conséquent l'abdication de l'intellectuel engagé et le perte de pouvoir de l'intelligentsia ? Il est vrai que le communisme a disparu de la scène intellectuelle, et que les doctrines du nationalisme se sont effacées. En peu d'années, Clavel, Sartre et Foucault sont morts et Althusser se tait... La disparition des figures et des idées familières modifient le paysage intellectuel et politique, mais l'impression de vide que cer-



■ Maurice Clavel, une des dernières grandes voix qui s'est tue

tains en retirent est illusoire.

- L'effondrement spectaculaire des mythologies politiques permet un renouveau de la réflexion intellectuelle, maintenant libérée de sa gangue dogmatique. En théorie politique, en philosophie, en anthropologie, en épistémologie, en histoire, c'est depuis dix ans une très belle éclosion d'analyses novatrices, bien connues des lecteurs de «Royaliste» et de «Cité»: travaux de François Furet sur la Révolution française, de Marcel Gauchet et de Pierre Rosanvallon sur le libéralisme, de René Girard sur le sacré, de Gilles Lipovetsky et de Paul Yonnet sur la société moderne, de Jean-Luc Marion, de Luc Ferry et d'Alain Renaut en philosophie...

- Le retrait des intellectuels hors des cadres partisans ne signifie manifestement pas un désintérêt pour la chose publique nationale et interna-

tionale. Libérés des humiliations et des compromissions de la période stalinienne, revenus de la mythologie gauchiste, les intellectuels d'aujourd'hui ne veulent plus être les faire valoir de secrétaires généraux, ni les chantres de tyrans exotiques. Délaissant la politique politicienne et le militantisme encarté, ils ont créé leur propre domaine de réflexion et d'action, qui est d'ailleurs le seul capable d'attirer les sympathies et de mobiliser les volontés. Ainsi la lutte pour les droits de l'homme dans le monde, et contre le racisme et la xénophobie dans notre pays.

Il reste que le renouveau de la réflexion intellectuelle et les nouveaux domaines d'action de l'intelligentsia ont creusé le fossé entre cette dernière et la classe politique. Il ne s'agit plus d'une autonomie nécessaire après les excès récents, mais d'une séparation dans la méconnaissance et parfois le mépris réciproques. Est-ce la faute des intellectuels ? Leurs souvenirs de la vie partisane et groupusculaire sont récents et cruels. Est-ce la faute des hommes politiques ? Leur formation, souvent énarchique, les rend peu sensibles à la réflexion fondamentale, le rythme de la vie politique ne leur laisse pas le temps de lire et, surtout, la spéculation intellectuelle leur paraît d'une faible utilité dans leur métier.

Cette attitude est pourtant grosse de dangers pour la classe politique toute entière. Le décalage croissant entre les partis et la société en est la conséquence et il est certain que les erreurs et les fautes du gouvernement Chirac face au mouvement des étudiants et des lycéens s'explique d'abord par la faiblesse de ses analyses, et par la méconnaissance d'une société qui ne peut être gouvernée par les décrets qu'inspire une idéologie d'occasion. Une gauche à nouveau victorieuse ne serait d'ailleurs pas à l'abri de semblables mésaventures...

Malgré le culte de l'efficacité technique, malgré les dires des experts en communication, l'avenir appartient à ceux qui prendront la peine de penser, et au besoin de repenser, la politique tout en la faisant. Tâche malaisée, puisqu'il faut sans cesse se remettre en question - mais combien salutaire.

B. LA RICHARDAIS

Mentalités

La bourse et la vie

Longtemps, l'usurier eût à choisir entre sa bourse et la vie éternelle. L'invention du purgatoire lui permit d'échapper à ce dilemme.

Les mécanismes financiers du capitalisme nous paraissent aujourd'hui « naturels », c'est-à-dire spontanément issus du jeu des nécessités économiques. Cette vision naïvement réductrice, tant libérale que bas-marxiste, se trouve réfutée par Jacques Le Goff dans la remarquable étude qu'il a consacrée à la question de l'usure.

On a oublié l'ancienne malédiction qui pesait sur celle-ci et sur ceux qui la pratiquaient - non seulement Juifs et Lombards, mais aussi Chrétiens violant les principes de leur communauté et les règles d'une économie fondée sur la réciprocité. Inscrite dans une économie toute différente de la nôtre, l'économie médiévale est soumise au principe de justice - justice de Dieu, justice du Roi, juste prix sur le marché, juste salaire... L'échange des biens n'est pas destiné à « maximiser » le profit, mais à favoriser les relations entre des hommes préoccupés de leur salut. Or c'est ici que se noue le drame de l'usurier chrétien : appuyée sur les textes bibliques et sur les décisions conciliaires, l'Eglise voue le mauvais prêteur à l'enfer. Pourquoi ?

La prohibition de l'usure n'est pas un tabou irrationnel ou une marque de mépris à l'égard de l'argent, mais une conséquence rigoureuse de la théologie chrétienne : l'argent est fait pour acquérir un bien ou pour en disposer, c'est un instrument de l'échange, qui est dépensé au cours de celui-ci. Le scandale de l'usure, c'est qu'elle permet à l'argent de se multiplier sans qu'il y ait travail de la nature et de l'homme ; oubliant qu'il doit gagner son pain à la

sueur de son front, l'usurier se contente de vendre du temps, qui n'appartient qu'à Dieu. Point étonnant que, du fait de



cet attentat métaphysique, l'usurier soit voué à l'enfer. Dante décrira ces damnés et, en notre siècle, Ezra Pound reprendra dans ses Cantos l'ancienne dénonciation de l'usure « contra naturam ».

Comment l'usurier parvient-il à échapper à cette malédiction ? Dans la pratique, en conservant le sens de la mesure. L'Eglise, qui n'a jamais interdit le prêt à intérêt, se borne à jouer un rôle modérateur en ce domaine et reconnaît les cas, de plus en plus nombreux, où la prise d'intérêt est acceptable (retard dans le remboursement, perte d'un profit supérieur,

rémunération d'un travail, et lorsque le prêteur prend des risques). Mais c'est surtout la naissance du purgatoire qui permet à l'usurier d'acquiescer un nouveau statut social et de trouver la paix de l'âme. Le purgatoire est en effet la promesse différée du paradis et

l'usurier qui y entre, pour un temps plus ou moins long, n'est plus cet homme condamné pour ses activités financières aux tourments infinis.

Délivrés de la peur de l'enfer, les usuriers peuvent à la fois avoir la bourse et la vie éternelle. Ainsi, à son origine, le capitalisme n'est pas le produit des forces matérielles, mais le fruit d'une transformation dans la théologie. L'histoire économique est à refaire.

B. LA RICHARDAIS

Jacques Le Goff, *La bourse et la vie*. Textes du XX^e siècle. Hachette, 1986, prix franco : 61 F.

Raison d'État

Louis XIV se marie

Le mariage du Roi Soleil (1), est un moment historique privilégié pour décrire l'aurore du souverain et faire comprendre certains mécanismes de la politique étrangère d'Ancien Régime.

Dès les premières pages du livre de Claude Dulong, le décor est planté : « ... car un mariage royal, à l'époque, n'était qu'un prétexte à déploiement de faste : il avait toujours une signification politique. Or ce mariage-là mettait fin à 25 ans de guerre déclarée ». Le souverain nous apparaît dans la fougue de sa jeunesse : les ruses et arguments de collégiens auxquels Louis XIV a recours un temps, notamment dans sa correspondance avec Mazarin, pour tenter de se soustraire à un mariage vers lequel son cœur n'incline pas, nous étonnent.

Pourtant, Louis XIV n'aurait pas été le Roi Soleil si, sur les conseils éclairés d'Anne d'Autriche et de Mazarin, l'intérêt du royaume n'avait prévalu. Claude Dulong nous fait assister à l'événement en nous plaçant dans les coulisses de la négociation. La correspondance de Mazarin avec le jeune roi n'a pas le caractère obséquieux que l'on pourrait imaginer. Lorsqu'il le juge nécessaire, le ministre rappelle, courtoisement mais fermement, le souverain à son devoir. Ses lettres non dépourvues de chaleur, sont avant tout des leçons d'homme d'Etat.

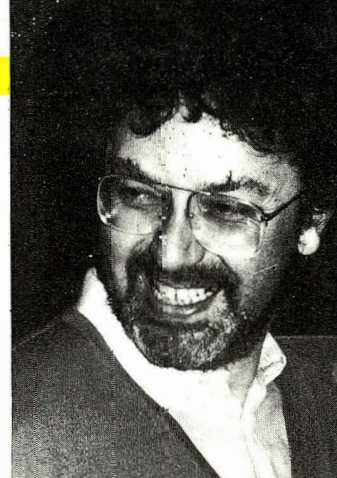
Cet ouvrage mérite lecture, ne serait-ce que parce qu'il met en scène sous un éclairage inhabituel un grand roi que les critiques comme les éloges les moins nuancés continuent de placer au centre de trop de polémiques.

Alain SOLARI

(1) Claude Dulong, *Le mariage du Roi-soleil*, Ed. Albin Michel, Prix franco : 130 F.

Antigone, à jamais

Gérard Leclerc



Le souvenir précis que je garde de mon professeur de grec nous expliquant et nous traduisant Sophocle ne parvient pas à me persuader que la découverte d'Antigone date de mes quinze ans. Antigone est comme en avant de la mémoire. Nous la découvrons à chaque lecture nouvelle du mythe réinventé, mais aussi à chaque fois qu'éclate un conflit de devoirs où une cause supérieure fait sauter le désordre établi sous l'apparence de l'ordre. Georges Steiner a raison, à tout coup, lorsqu'il explique que les principaux mythes grecs, et singulièrement celui-là, sont inscrits dans notre langage, dans notre grammaire. Impossible de ne pas poser à leur sujet la question de l'origine, comme tous les modernes l'ont fait, de Marx à Heidegger en passant par Freud et Jung: enfance sublime de l'homme, accord privilégié et unique de ce que Boutang appellerait «la langue des dieux» avec la présence et la vérité de l'Être ?

Dans cette interrogation sur la force insurpassable du mythe grec (sauf du côté de la Bible, mais c'est une autre histoire abordée parfois par l'auteur) Steiner est éblouissant. Mais ce que nous connaissons du grand devin du langage fait que nous ne nous étonnons pas, au-delà de l'érudition, de le voir désigner les articulations même de notre parole. Les Grecs sont les premiers à poser «les comparaisons, les métaphores, les grandes lignes de l'accord et du désaccord qui nous servent à organiser notre vie intérieure.»

Le retour à l'origine n'est pas, contrairement aux préjugés, retour à une clarté sans mélange et à un partage sans ombre des rôles et des responsabilités. La tâche herméneutique est d'une difficulté redoutable. Comprendre Antigone, comme n'importe quel texte aussi dense, c'est, nous dit Steiner «Osciller entre le pôle de l'immédiat et celui de l'inaccessible». Le texte de Sophocle fait appel constamment au surnaturel comme l'ensemble du théâtre grec. Comment nous repérer dans ce monde dont nous ignorons peut-être l'essentiel en méconnaissant à quel point les spectateurs du temps adhéraient ? Et puis, Créon est-il si étranger aux lois non écrites qu'on le croit généralement ? L'interprétation par Bernard-Henri Lévy de Créon investissant tout le champ du sacré peut se réclamer du texte qui laisse place à de larges interrogations. Polynice n'est pas sans tâche. Le réquisitoire royal à son encontre à quelque chose de véridique.

La complexité de l'interprétation est renforcée par le cadre théâtral où il faut compter avec les masques, la musique, la chorégraphie, l'élocution stylisée. «Les variations herméneutiques rapides, délicatement calibrées, le caractère ironique et provisoire de la compréhension et du décodage, tels que les visent les théories de la lecture à la fin du XXème siècle, sont déjà à l'œuvre de façon dynamique dans le chœur». A tout cela s'ajoute un problème fondamental que Steiner est particulièrement autorisé à traiter, celui de la traduction.

Le sommet de l'effort et du génie dans ce domaine semble atteint par Holderlin dont l'Antigona par ses exigences préfigure celles de la modernité. Dans le Sophocle d'Holderlin, poétique et herméneutique, philosophie et politique, sont rigoureusement indissociables... l'acte même de traduire est un moment crucial à l'intérieur d'un plus vaste dessein. L'idéal poursuivi est celui d'une fusion, d'un retour (tragiquement refusé) à l'unité de la conscience et du monde». C'est peu dire que l'acte de traduire est un combat. C'est un combat de visionnaire divinatoire qui implique la connaissance de l'avant et de l'après, des sources et de l'accomplissement. Il implique aussi le traducteur au centre même de la tragédie, dans l'af-

frontement avec le divin. Entrer dans la dialectique de Sophocle, c'est entrer dans une métaphysique d'implication violente.

C'est bien pourquoi le XIXème siècle est venu tout entier se ressourcer à l'hellénisme. Si le fameux trio de Tubingen, Hegel, Schelling et Holderlin, le romantisme entier, Kierkegaard et tous les autres, font retour à la Grèce, à Sophocle et Antigone, c'est qu'ils y trouvent tout ce qu'ils cherchent en eux-mêmes, dans la cité, ou dans le rapport au divin. La dimension politique retient déjà Hegel, elle implique totalement notre XXème siècle. En période révolutionnaire, la tragédie est permanente. Depuis 1789, l'individu est constamment provoqué. «Une effroyable beauté est née», écrit Yeats. N'est-elle pas toute entière dans l'Antigone rouge que certains désignent dans Ulrike Meinhof ? Heinrich Boll pose directement la question.

«Peut-on donner l'Antigone de Sophocle à la télévision au moment où la «Fraction Armée Rouge» et la bande à Baader ont pratiquement mis le pays à genoux, alors que des actes de terrorisme brutal sont exécutés au nom de la justice absolue ? Emprisonnée, quasiment enterrée vivante dans les cellules de haute sécurité, Ulrike Meinhof (Antigone ?) trouve le moyen de se suicider. Andréas Baader (Hémon ?) en fait autant un an plus tard. Créon n'a-t-il pas raison de défendre la survie de la société contre des tueurs sans pitié ? Que s'est-il passé réellement dans la cellule où Antigone a trouvé la mort ?» Georges Steiner, n'adhère probablement pas à cette interprétation à la lettre, mais il pense à coup sûr que le génie d'Antigone est de révéler les contradictions les plus violentes de la justice et de l'ordre. Il peut même aller plus loin comme l'atteste un entretien au «Nouvel Observateur», où sommé de condamner sans appel le terrorisme il se mit en colère.

Visiblement, l'Antigone légitimiste de Maurras lui paraît trop sage, trop récupératrice au profit de l'ordre. Il la préfère presque inquiétante, bouche de colère à la limite du monde de la transcendance, perturbatrice implacable, anarchiste superbe, éternelle révoltée contre le sort cruel de l'humanité. Mais il n'y a pas une vraie Antigone contre toutes les autres, fausses. Elle est multitude, aussi diverse et complexe que l'humanité. L'héroïne de Sophocle ne nous serait pas si proche, si elle n'était évidente à chacun, immédiate: «Il est évident que de telles sensations de chevauchement, voire d'identité, entre le passé et le présent, garantissent la postérité vivante d'un classique».

L'expérience que nous propose Georges Steiner est fascinante, à force de mémoire et d'intelligence. Elle nous permet justement de comprendre ce qu'est un classique. «Le texte classique est un texte dont la naissance première, existentielle, nous est peut-être perdue (ce qui est toujours vrai des littératures antiques). Mais son autorité inhérente est telle qu'il peut absorber sans perdre son identité les incursions dont il est victime depuis des siècles, ainsi que l'accumulation des commentaires, des traductions et des variations qui s'accrochent à lui». Encore faut-il pour suivre Steiner, cette puissance de réserve, de retrait, de communion, de secret (dit-il en citant L'ontologie du secret de Pierre Boutang) si étrangère à notre ère médiatique et qui est le seul accès au classicisme donc se nourrit la seule et vraie culture.

Gérard LECLERC

Georges Steiner Les Antigones, traduit de l'anglais par Philippe Blanchard, NRF-Gallimard. Prix franco: 160 F.

Féminisme

La duchesse d'Uzès

Ce que l'on sait d'habitude de la duchesse d'Uzès se résume à bien peu de choses en dehors de son rôle de bailleur de fonds du parti royaliste pour soutenir le général Boulanger.

C'est tout le mérite de la biographie qui vient de paraître (1) de nous restituer l'intégralité de ce personnage hors du commun. Veuve de bonne heure du premier duc et Pair de France, elle se retrouve à 31 ans à la tête d'une immense fortune (estimée à 350 millions de nos francs d'aujourd'hui). Elle va la consacrer, ainsi que toute son énergie, sa longue vie durant - elle n'est morte qu'en 1933 à l'âge de 85 ans - à soutenir les diverses causes qui l'enthousiasment. Celle du général Boulanger tout d'abord, en qui elle avait vu une possibilité de restauration monarchique. Sans les 40 millions de nos francs actuels qu'elle y sacrifia, le «brav'général» n'aurait pu mener les nombreuses campagnes électorales réussies qui le menèrent à son apogée et firent, un temps, trembler la jeune République.

Mais ce fut aussi le dossier du féminisme qui connut grâce à elle ses premiers succès: reconnaissance du témoignage des femmes pour l'état civil, libre disposition du salaire pour les femmes qui travaillent. Mais il ne faudrait surtout pas voir seulement en elle la banquière bienveillante des causes qu'elle sert. A chaque fois elle s'engage personnellement à fond. Militante infatigable, elle préside d'innombrables comités et associations et paye de sa personne en toutes occasions.

Curieuse de tout, elle touche à tout, sculpteur reconnu - sous le pseudonyme de Manuela -, maître d'équipage de vénerie, lieutenant de l'ouvrier, infirmière pendant la guerre de 14,



pionnière de l'automobile, ses activités, les principes qu'elle défend, ses fréquentations font tressaillir d'indignation la noblesse du Boulevard Saint-Germain et la haute bourgeoisie. L'on s' imagine en effet qu'elles peuvent être les réactions du «beau monde» devant son amitié et les relations suivies qu'elle entretiendra avec Louise Michel, la «vierge rouge» de la Commune, figure légendaire du mouvement ouvrier, qu'elle assiste pendant plusieurs années dans ses actions charitables, ou lorsqu'elle se charge de l'éducation de la fille d'Edouard Vaillant l'anarchiste exécuté pour avoir lancé une bombe au beau milieu de la Chambre des députés...

Si elle n'a pas réussi dans l'œuvre suprême qu'elle ambitionnait de «restauratrice de la monarchie», la duchesse d'Uzès a marqué cependant fortement son époque et laisse le souvenir d'une grande dame aux qualités humaines incontestables.

Yvan AUMONT

(1) Patrick de Gmeline - *La Duchesse d'Uzès* - Librairie Perrin - Prix franco 160 F.

Ita missa est

Le petit monde de don Moretti

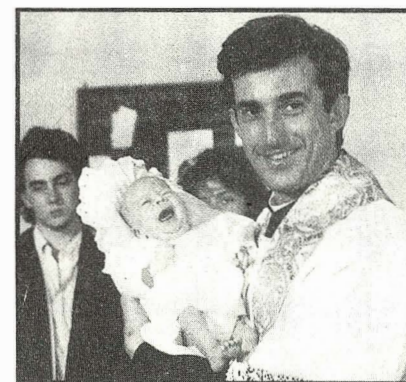
On disait le cinéma italien et le monde malades. Le dernier film de Nanni Moretti nous indique la voie qui mène à la guérison.

Aujourd'hui, le cinéma italien brille par son absence des écrans. Seuls les monstres sacrés (comme Fellini) continuent à tourner et à remuer les foules. Mais que sont devenus les Scola, les Risi, qui dans les années 70 ont fait les beaux jours de la comédie «à l'italienne»? Ils ont purement et simplement disparu. Que reste-t-il de la nouvelle vague prometteuse du début des années 80? Une autre vague, plus dévastatrice celle-là, a tout emporté: il s'agit bien sûr de la multiplication des télévisions privées, dont on ne dira jamais assez les conséquences dramatiques qu'elle eut.

Dans ce désert, un nom cependant émerge: celui de Nanni Moretti. Peu lui importe le support, super-8 ou 35 mm, seul compte le résultat; inscrire sur la pellicule des images fortes et révélatrices de l'état d'esprit qui règne dans l'Italie de cette fin de siècle. Alors que ses films obtenaient d'honorables succès dans son pays, il restait inconnu à l'étranger. Il y a deux ans, Bianca, le révélait aux spectateurs français. Cette année, *La messe est finie* confirme qu'il faut désormais le compter parmi les réalisateurs les plus intéressants. Non seulement par le regard qu'il porte sur l'Italie mais aussi sur l'ensemble de la société occidentale car son talent et les thèmes qu'il traite lui permettent de prétendre à l'universel.

Dans *La messe est finie*, un jeune prêtre qui, depuis le début de son sacerdoce, officie dans une petite île, est muté dans une paroisse romaine. Le monde qu'il découvre (une église vide) ou retrouve (sa famille et ses anciens copains, puisqu'il est

Romain), le déconcerte. Pendant son absence tout a foutu le camp. Les gens cherchent, en se réfugiant dans l'individualisme, le confort moral qui leur permettra de continuer à vivre. Avec toute les remises en cause et les tourmentes que cela implique: le seul personnage qui



refusera de suivre cette voie se suicidera. Don Giulio essaie de leur venir en aide, mais en vain. A son tour, il s'interroge sur sa mission. Le tout est réalisé sobrement et si on ne rit jamais franchement, on sourit... de ce sourire affectueux que les adultes portent sur le monde des enfants. Car les seuls qui trouvent grâce aux yeux de Moretti sont les enfants. Il reste donc un espoir.

Nicolas PALUMBO

Avez-vous acheté le dernier livre du Prince ?

L'avenir dure longtemps

En vente à notre service librairie au prix spécial de 87 F (franco). Chèques à l'ordre de «Royaliste».

Commémorations

Coup d'envoi officiel pour le millénaire

Par un décret du 22 janvier 1987, portant les signatures de François Mitterrand, Jacques Chirac, François Léotard et René Monory, le Comité pour la commémoration du millénaire de l'avènement d'Hugues Capet a vu officiellement le jour. Ainsi est-il répondu à l'attente des multiples collectivités locales et régionales qui avaient pris sur elles (1) d'organiser des cérémonies importantes dans la quasi indifférence de l'Administration centrale. La composition du comité est un chef-d'œuvre d'ouverture et d'équilibre et est à elle seule un gage de succès. Outre les maires des villes capétiennes par excellence que sont Paris, Senlis, Noyon et Reims, et les présidents du conseil régional de Picardie ou du conseil général de l'Oise, qui ont fait la preuve de leur dynamisme pour cette idée, on y trouve en effet des universitaires prestigieux comme Mme Hélène Arweiller, et historiens comme André Castellet, Philippe Contamine, Georges Duby, Jacques le Goff, Roland Mousnier, ou Karl-Ferdinand Werner parmi d'autres dont nous avons souvent rendu compte des livres

L'Etat français semble s'intéresser de plus près au millénaire capétien. Cela se traduira-t-il par le déblocage de moyens financiers plus importants ? On peut le penser. Mais d'ores et déjà, le passé capétien de la France semble susciter de nouvelles commémorations officielles qui, dans une autre période, seraient peut-être restées plus inaperçues.

qui ont tant fait changer notre vision de l'Histoire de France depuis une vingtaine d'années. Il est remarquable et réconfortant de trouver dans cette liste un certain nombre de personnalités dont l'attachement à l'idée capétienne n'est un secret pour personne et qui pour certains sont nos amis: de Bernard Billaud à Philippe de Saint Robert, en passant par Pierre de Bénouville, André Fontaine ou Gilbert Comte, ou encore Patrice Vermeulen qui voit ainsi récompensés ses efforts pour développer son « Association du Millénaire » (2). On voudrait que l'excellente initiative qui a consisté à faire appel à des journalistes, des animateurs culturels et des hommes de spectacles aussi connus que Pierre Sabbagh, Jean Marin, ou Robert Hossein puisse trouver une traduction sur les tréteaux ou dans les médias... Enfin on

ne peut qu'approuver la nomination de nombreux responsables d'établissements culturels et musées et, là encore, on souhaite que cela donne des résultats pratiques les plus brillants possibles.

BICENTENAIRE DE VERGENNES

Le 13 février 1787, il y a deux siècles, Vergennes mourait à la tâche à son poste de secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères où l'avait nommé Louis XVI à son avènement en 1774 et qui marqua l'apogée de l'Ancien Régime et de la politique extérieure de la France. Nous y reviendrons à l'occasion de la commémoration officielle de ce bi-centenaire qui aura lieu à l'automne où sont prévus une exposition et un colloque en Sorbonne.

QUADRICENTENAIRE DE L'AVENEMENT D'HENRI IV

On trouvera dans le dernier « Lys Rouge » (3) toutes précisions utiles concernant les manifestations importantes prévues par l'« Association Henri IV 1989 » dont le siège est au Château de Pau, 64000 Pau (Tél. 59.27.36.22).

P. C.

(1) Cf. « Royaliste » n°463: « Les fêtes du millénaire ». Aux villes que nous citons il convient d'ajouter - d'une façon non limitative - Auxerre, Versailles, Saint-Germain-en-Laye, Guyancourt, St-Ouen l'Aumône, Royaumont, Pontoise, Vincennes, Poissy, Dourdan, Meaux, Mantel-la-Jolie, Fontainebleau, St-Denis, St-Riquier, St-Germain de Fly, St-Valéry-sur-Somme, Coucy-le-Château, Crépy-en-Valois, Verberie, Viviers, Abbeville, Château-Thierry, Folleville, Guise, Ailly-sur-Noye, La Capelle, Tertry, Montbazou, Bourges, St-Amand-Montrond, Jussy-Champagne, Bagnols-de-l'Orne, Grenoble, Bordeaux, Coutras, Rouen, Mende...

(2) L'« Association du Millénaire », c/o M. Patrice Vermeulen, 9, rue Mansart 78000 Versailles prépare l'édition très prochaine d'un guide du Millénaire.

(3) N°33, février 1987, pages 42-43. Envoi contre 20 F, à l'ordre de « Royaliste » CCP 18 104 06 N Paris.

Agenda

MERCREDIS DE LA NAR

Pas de réunion les 18 et 25 février en raison des vacances scolaires.

Reprise le mercredi 4 mars où nous recevrons **Cornélius CASTORIADIS**. Très exceptionnellement la réunion ne commencera qu'à 20h30.

LE PRINCE A LA TELE

Le samedi 21 février sur Canal Plus (émission en clair) à 13 h dans l'émission « Samedi 1 heure ».

Le dimanche 22 février sur Antenne 2 à 21h50 dans l'émission de Marcel Jullian « Projection privée ».

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:

Prénom:

Date de naissance: Profession:

Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nouvelles donnees



Les jeux paraissant faits, j'avais décidé de consacrer cet éditorial à la privatisation de TF1. Le retrait des candidatures de Havas et de Hachette brouille les cartes et empêche, en cette mi-février, toute prévision quant à l'identité des futurs repreneurs. Il faut donc se contenter, pour le moment, de rappeler quelques questions de principes et de méthode.

LIBERALISME

Depuis que le processus a été engagé, aucune raison sérieuse n'a été avancée pour justifier la privatisation de TF1. Il s'agit d'un choix purement idéologique, qu'inspire le credo libéral: vendre au secteur privé, c'est libérer. Les grandes manœuvres actuelles montrent la fausseté d'une telle assertion. La privatisation, ce n'est ni une démocratie de petits actionnaires, ni un transfert de la propriété de l'entreprise à ceux qui y travaillent; les uns et les autres - journalistes, techniciens, ne seront que les comparses d'un montage financier destiné à assurer la maîtrise de quelques groupes. Les petits actionnaires resteront les spectateurs passifs de leur stratégie, et ceux qui conçoivent et animent TF1 seront vendus avec les meubles.

PROFIT

Point de liberté dans cette opération pour ceux qu'elle concerne au premier chef, ni même de libre marché. Le libéralisme, selon sa logique interne, favorise ceux qui dominent déjà le marché et entraîne pour eux seuls un surcroît de richesse et de puissance. Plus que l'Etat, ce sont les concentrations horizontales et verticales du secteur privé qui ruinent la libre concurrence, comme nous l'avons souvent souligné. A cet égard, le retrait des candidatures de Hachette et Havas est une bonne nouvelle, et il faut remercier M. Balladur d'avoir fixé pour TF1 un prix de vente dissuasif. En outre, la preuve est faite, s'il en était besoin, que les repreneurs ne recherchent que la rentabilité de leurs capitaux: la création culturelle, la liberté de

l'information, ne seront jamais que des sous-produits de leur activité principale, des instruments de leur volonté de puissance.

LIBERTE DE DIRE

Libéré du Pouvoir (mais ils s'en étaient largement affranchis depuis 1982), les journalistes de l'audiovisuel privatisé gagneront-ils au change? C'est un autre postulat que de l'affirmer et le comte de Paris, à 7 sur 7, a eu raison de dire que l'argent n'est pas un maître plus tolérant que l'Etat. L'écouter, on ne pouvait manquer de songer à la poigne de fer de MM. Hersant et Goldsmith - tous deux candidats-repreneurs - et à la façon dont certains éditorialistes d'Europe 1 ont été remerciés après le 16 mars.

SOCIALISTES

L'information faisant provisoirement défaut, il faut arrêter là cette analyse que j'espérais plus complète pour s'intéresser à d'autres parties. Pendant que la Rue de Rivoli faisait monter les enchères, la rue de Solferino vivait les heures fiévreuses de la préparation du congrès socialiste. Observons que, pour une fois, l'esprit de prudence l'a emporté, chez Michel Rocard qui a accepté la motion de synthèse, et surtout chez les mitterrandistes qui ont enlevé de leur texte le nom de leur favori. Il eût été ridicule et dangereux que le Président de la République, s'il décide de se représenter, soit préalablement désigné par une fraction, contestée, d'un parti qui n'est pas majoritaire dans le pays même s'il se flatte d'être le premier. Les socialistes mitterrandistes auraient-ils enfin compris que le Président n'est pas leur homme, ni l'Elysée leur propriété?

Si tel est le cas, il faudra encore que l'ensemble des socialistes admette que le P.S. n'est pas toute la majorité présidentielle, et que le soutien à François Mitterrand ne signifie pas la soumission à la volonté hégémonique d'un parti. Sinon, il y aura d'autres

défaites. Pour l'instant, dans un P.S. figé dans ses certitudes et paralysé par ses querelles de prétendants, la nouvelle donne n'a pas eu lieu.

REVOLTES

Après les étudiants et les lycéens, après les conducteurs de trains, voici les instituteurs en grève, et dans la rue. Avec, là encore, une «coordination» qui impose sa stratégie et son rythme à des syndicats restés en arrière de la main. Une réforme est la cause immédiate du mouvement, mais c'est l'angoisse qui est à son origine. Comme les roulants de la SNCF, les instituteurs font un métier difficile et important, avec le sentiment d'une dégradation de leur statut dans la société, d'une manque de reconnaissance de la part de celle-ci, et dans le doute quant à leur utilité future. Les étudiants étaient promis aux postes de responsabilité; ils vivent désormais dans la peur du chômage. Les roulants représentaient une des «aristocraties» du monde du travail et voici que l'automatisation menace cette dignité. Et le métier d'instituteur, autrefois sacerdoce laïc, a lui aussi perdu de son prestige. La révolte des uns et des autres n'est pas dictée par l'égoïsme. Elle exprime le refus d'une violence cachée, qui menace l'identité de chacun.

Que faire? Jacques Chirac est un homme pressé, tout entier tendu vers l'élection présidentielle et entraînant son équipe vers ce seul objectif. Un autre que lui, à la même place, ne pourrait se comporter autrement. On songe à un pouvoir qui aurait le temps de réfléchir aux nouvelles données économiques et techniques, qui prendrait le temps d'écouter avant de réformer. On songe à une vaste prise de parole, en prélude à une nouvelle donne sociale. On rêve en effet, devant la triste réalité d'une partie réservée toujours aux mêmes joueurs - grands partis et groupes financiers - qui ne s'intéressent qu'à leur propre jeu.

Bertrand RENOUVIN